



Cahiers d'études africaines

161 | 2001
Varia

Hagberg, Sten. -- *Between Peace and Justice. Dispute Settlement Karaboro Agriculturalists and Fulbe Agro-pastoralists in Burkina Faso*. Uppsala, Uppsala Universitet, 1998, 268 p. (« Acta Universitatis Upsaliensis »).

Benoit Hazard



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/77>

DOI : 10.4000/etudesafriaines.77

ISSN : 1777-5353

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2001

ISBN : 978-2-7132-1385-4

ISSN : 0008-0055

Référence électronique

Benoit Hazard, « Hagberg, Sten. -- *Between Peace and Justice. Dispute Settlement Karaboro Agriculturalists and Fulbe Agro-pastoralists in Burkina Faso*. Uppsala, Uppsala Universitet, 1998, 268 p. (« Acta Universitatis Upsaliensis »). », *Cahiers d'études africaines* [En ligne], 161 | 2001, mis en ligne le 30 avril 2003, consulté le 21 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/77> ; DOI : 10.4000/etudesafriaines.77

Ce document a été généré automatiquement le 21 avril 2019.

© Cahiers d'Études africaines

Hagberg, Sten. -- *Between Peace and Justice. Dispute Settlement Karaboro Agriculturalists and Fulbe Agropastoralists in Burkina Faso*. Uppsala, Uppsala Universitet, 1998, 268 p. (« Acta Universitatis Upsaliensis »).

Benoit Hazard

S'appuyant sur une longue enquête ethnographique menée dans la province de la Comoé (sud-ouest du Burkina Faso), Sten Hagberg dresse l'ethnographie d'une région en proie à une tension croissante, générée par les querelles de coexistence entre des agriculteurs et des colonies de peuplement d'agropasteurs. À la suite d'une migration récente d'agropasteurs fulbe, la redistribution des populations, cohabitant dans la province de la Comoé, serait, selon l'opinion commune, la source de conflits qui, à plusieurs reprises déjà, ont opposé des agropasteurs fulbe aux agriculteurs karaboro (régions de Sidéradougou en 1986 et Mangodara en 1995). Partant de cette chimère, l'auteur se demande comment ces conflits qui, à leurs points de départ, opposent généralement des individus agriculteurs à des agropasteurs, dégénèrent en conflits violents et s'élargissent à des groupes d'appartenances (Fulbe, Karaboro) d'une part, à l'État à plusieurs échelons de sa hiérarchie, d'autre part. Tout au long des onze chapitres de l'ouvrage, S. Hagberg va s'ingénier à déployer une pensée analytique qui s'engage à clarifier la complexité sociale sous-jacente aux conflits de la Comoé.

Au-delà d'une tension, en apparence ethnique, S. Hagberg se propose de montrer que les conflits révèlent l'implication d'une multitude d'acteurs en relation, aux facettes et aux appartenances diverses, et qui, au demeurant, sont tantôt issus du contexte local, tantôt externes à celui-ci. Pour ce faire, l'auteur déplace le champ de l'analyse des conflits, des groupes ethniques vers celui des relations interethniques (basées sur l'appartenance religieuse et la localité) d'une part, et des interactions entre les « identités sociales »

d'autre part, tout en indiquant que cette posture méthodologique répond à la question de départ de sa recherche : « Sur quoi porte le conflit ? ». En ce sens, les conflits dans le cas circonscrit de la province de la Comoé peuvent être approchés comme un terrain social (*social field*). Pour décrire au mieux la complexité des relations observées, l'auteur renonce à l'utilisation des classifications existantes qui permettent de cerner les identités sociales (éleveurs/agriculteurs ; bergers/fermiers ; Karaboro/Fulbe). Définies en situation, exprimées par une relation et placées dans un contexte, les classes précitées montrent une certaine perméabilité et ne suffisent plus à contenir les fluctuations, combinaisons et recoupements des identités. Toutefois, S. Hagberg recourt, pour les deux principaux groupes de son étude, aux étiquettes « agropasteur fulbe » et « agriculteur karaboro », lesquelles incluent les dimensions économiques et ethniques constitutives des parties en conflits. En outre, l'auteur se réserve d'introduire, au long du texte, les catégories *emic* lorsqu'elles sont appropriées. Enfin, l'auteur se dote d'une graduation des conflits utilisant plusieurs termes : « *dispute* » pour désigner la manifestation concrète d'un désaccord entre, au moins, deux parties, au sein ou en dehors d'un tribunal d'État ; « *conflict* » pour décrire une lutte pour les valeurs et la revendication d'un statut, du pouvoir et l'obtention des ressources rares ; « *outbreak of violence* » ou « *violent conflict* » lorsqu'un conflit s'intensifie et tourne à la violence s'éloignant du conflit ayant pour cadre un village (p. 20). À l'aide de cette armature conceptuelle, toute une série de questions sont posées au matériel ethnographique : quel est l'objet du conflit (dégâts sur les récoltes ou sur le bétail ; accès aux points d'eau ; installations de nouveaux arrivants sans l'accord des primo-arrivants...) ? Quelles sont les parties en conflit ? Quelle est la relation des parties prenant part au conflit avec l'origine de la dispute (estelle directe ou indirecte, locale ou externe au contexte) ? L'ampleur du conflit doit-elle être reliée à un contexte spécifique ? On comprendra alors mieux pourquoi, suivant que les conflits restent confinés à quelques acteurs ou qu'ils s'élargissent, les parties en désaccord mobilisent tantôt leurs identités ethniques (Fulbe ou Fulbe moaga ; Karaboro ou Sénoufo ou encore Bambaraya), tantôt leurs identités sociales (paysans, éleveurs, intellectuels). La présentation de l'histoire de la Comoé, mieux connue à travers le site touristique de Banfora, fait apparaître un tableau historique et démographique tourmenté (antécédents de conflits, croissance démographique liée à une forte migration). Les usages des terroirs de la province se diversifient dans quatre pratiques : cultures de subsistance et plantations d'arbres fruitiers ; cultures de subsistance et cultures de rente, et enfin l'élevage. À ces pratiques, des populations peuvent être associées dont l'auteur nous montre qu'aucune n'a le monopole de la sédentarité ; toutes sont plus ou moins mobiles (pp. 41-44). En somme, la mobilité des populations et la diversité d'usages des terroirs, vues comme des caractéristiques majeures de la Comoé, ne peuvent être désignées comme les causes objectives des conflits, même si la question de l'occupation des sites et de leurs appropriations reste l'un des points de tension possible. Au-delà de ces traits, une culture politique locale, basée sur la domination historique et linguistique dyula, atteste des liens sociaux communs aux divers « gens de Banfora » (*banforakaw*) ; elle constitue un référent déterminant pour définir les groupes perçus comme étrangers (*duna*), tels les Fulbe et les Mossi. Au quotidien, les processus de formation des identités se manifestent à travers l'usage de stéréotypes négatifs qui alimentent les relations interethniques quoique, historiquement, ces processus renvoient au laboratoire de production des ethnies que fut la période coloniale. De fait, les effets de durcissement des identités de cette période, face aux tentatives hégémoniques dyula, puis fulbe, invitent à voir que le caractère décentralisé de la structure sociopolitique de ces groupes est

localement désigné comme un obstacle à l'intégration dans l'État moderne. À cet égard, S. Hagberg souligne que les mécanismes d'intégration et de résolution des conflits dépendent moins de l'existence d'une autorité que des instances de médiation propre à cette structure. La description des modes de gestion de la relation hôte/étrangers souligne l'autorité souvent impartie au maître de terre Tiéfo (*dugukolotigi*) -- homme généralement issu d'un groupe d'agnats descendant du premier occupant du site --, mais avance que d'autres groupes, tels les *nyamakalaw* (forgerons, artistes, maroquiniers...), assurent une gestion des relations entre communautés, voire se posent en instances de réconciliation. Toutefois, la configuration des relations instaurées entre hôte et étrangers par les *banforakaw* procède à une différenciation au sein de la catégorie des étrangers : alors que les Mossi se sont substitués à la fonction d'intermédiaires des premiers hôtes en reproduisant la relation entre gens de pouvoir et gens de la terre, les agropasteurs fulbe sont regardés comme étant culturellement (islam) et économiquement (mode de subsistance) différents, et rejetés à l'extérieur du modèle d'intégration.

À travers trois dimensions -- écologique et économique (relation au territoire, à ses ressources et à son usage), sociopolitique (la loi et les politiques dans les relations entre les parties), culturelle et ethnique --, S. Hagberg expose que les différences de perceptions entre les groupes génèrent des ambiguïtés propres à l'installation des conflits entre agriculteurs karaboro et agropasteurs fulbe. Points d'ancrages de ces ambiguïtés, les stéréotypes, inspirés des grandes divisions du système écologique ouest-africain (savane vs forêt) opposant un mode d'usage pastorale du territoire à un mode agricole, sont discutés. Cette opposition ne résiste pas à la multiplicité des exemples qui soulignent une chaîne de relations axée sur la complémentarité et la compétition entre agriculteurs et pasteurs. L'auteur en tire deux conclusions : d'une part, le contraste entre agriculteur et pasteur ne peut se limiter à une distinction entre quatre termes (mobilité/sédentarité, pastoralisme/culture) mais présente une diversité de combinaisons possibles (le choix du terme agropasteur en témoigne) ; d'autre part, les tensions spécifiques des relations entre ces groupes résultent, peut-être, moins du caractère idéologique des stéréotypes que des pratiques résumées dans les concepts de « conflit » et de « coopération ». Ces pratiques elles-mêmes réfèrent à des différences ancrées d'une part dans les représentations cosmologiques des Karaboro et des Fulbe, et d'autre part dans les perceptions relatives aux principes d'usage des terroirs. Sur ce dernier point, les registres de significations investis par chaque groupe dans les notions telles que la fertilité influent sur l'équilibre des relations entre agriculteurs et agropasteurs.

La seconde partie de l'ouvrage (chapitres 4, 5, 6, 7) forme l'ethnographie proprement dite des principales catégories sociales d'acteurs mêlées à l'émergence des conflits. En centrant tout d'abord son propos autour de la figure du maître de terre Tiéfo, la relation mythico-historique entre gens de la terre et gens du pouvoir apparaît dans ses développements successifs, depuis l'établissement des liens sacrés unissant les Tiéfo aux esprits de la terre, jusqu'à la disparition de ces « primo-arrivants » sous l'effet de l'hégémonie dyula. En regard de l'histoire politique récente (la réforme agricole et foncière (RAF) de 1983), cette figure fournit un modèle de relation sociopolitique, distinguant maître de terre/chef de village, qui est reproduit dans la culture politique locale. Celle-ci est cependant contrariée par le mode d'appropriation du territoire des agriculteurs Karaboro qui se définissent comme une population en migration continue et affirment un sentiment d'appartenance au Karaborola (*kaye kulo*). Parti du nord de la Côte-d'Ivoire, le mouvement migratoire des Karaboro se fonde sur un ethos qui articule une économie spécifique (la recherche de nouvelles terres) et une stratégie

socioculturelle (devenir le premier propriétaire de la terre). Sur ce point, S. Hagberg mentionne la réapparition d'une association initiatique de chasseurs (*dosonto*) et de sa variante « moderne » (*benkadi*) répondant aux critères formels des associations reconnues par l'État. En effet, comme il le montre plus loin (pp. 226-230), cette organisation aux apparences de milice remet en cause le principe de violence légitime exercée par l'État et défend d'une certaine manière le projet d'appropriation de la terre contenu dans l'identité karaboro. L'émergence d'un « leadership » visant le contrôle de l'espace se retrouve dans une moindre mesure dans le système des normes agropastorales régissant l'accès aux pâturages et aux points d'eau. Bien qu'ayant une charpente idéologique commune à l'ensemble de la « fulanité » (référence à l'islam et au code de conduite morale idéalisé dans le concept de *pulaaku*), les *boobolangôbe* (agropasteurs fulbe de Bobo) se distinguent des *Jelgobe*, *Torobe* et *Fulbe mossi*, et se situent dans la filiation territoriale et politique de la chefferie de Barani. En tant qu'agropasteurs, ils se réfèrent aux valeurs symboliques des pasteurs fulbe (le bétail comme richesse) et à un statut intrinsèque issu de la division du travail (« propriétaire de troupeaux » vs « bouviers ») qu'impose la combinaison entre le pastoralisme (mode de production) et le nomadisme (mode de résidence). Cernée par les « conflits d'intérêts » de ces différents groupes, la catégorie des représentants locaux du gouvernement (*local government officials*) forme l'une des parties les plus remarquables de l'ouvrage. Supposés loyaux envers l'État, mais prisonniers du complexe des relations sociales au niveau local, les représentants locaux du gouvernement forment une catégorie d'acteurs, employés par l'État et/ou courtiers du contexte local (« fils du village »), engagés dans un processus de traduction de la législation nationale et des discours sur le développement. Ce rôle de passeur les place dans un « entre-deux » (*in-between*) où ils forment une identité sociale liée à « la culture des fonctionnaires » (pp. 158-165). Cette situation ambiguë provoque la suspicion et décrédite les tentatives de règlement des « conflits d'intérêts » par la négociation d'un tiers, en l'occurrence l'État.

Épisode particulier de l'ouvrage, le chapitre 8 revient sur les éruptions de violence de 1986 et 1995 qui ont alimenté la réflexion de l'auteur sur la notion de conflit. À partir de récits collectés, après les événements, auprès d'acteurs résidants dans le Sidéradougou mais n'ayant pas participé directement à l'un des deux conflits, S. Hagberg pose comme préambule que la manière dont les acteurs se réfèrent aux conflits fait sens et suffit à exprimer leurs perceptions des conflits et leurs comportements. Partant, l'auteur indique les circonstances qui, ayant pour point de départ un meurtre à la suite de dégâts sur les récoltes (village de Noumousso dans le département de Sidéradougou), ont mené à une situation de violence généralisée durant trois jours et ont fait sept morts. Dans des circonstances analogues, à Mangodara (1995), le conflit se généralisa, à ceci près qu'aucune mesure de compensation des victimes ne fut prise en compte par les représentants locaux du gouvernement. Plus avant, les faits rapportent que les mécanismes traditionnels de gestion des conflits ont été peu efficaces : les dirigeants communautaires ont eu des comportements variés tenant plus à leurs motivations individuelles qu'à leurs statuts de représentant ; les médiateurs traditionnels (forgerons et maîtres de terre) ont été incapables d'exercer leurs fonctions de médiation ; enfin, les représentants locaux du gouvernement n'ont pu exercer de négociation puisque les révoltes karaboro visaient, certes, les Fulbe, mais exprimaient une colère envers ces mêmes représentants accusés de protéger les Fulbe. Bien que ces événements illustrent des dysfonctionnements majeurs, des relations sociales clés sont à l'oeuvre, comme autant de procédures informelles, dans l'émergence des conflits quotidiens. Les trois

derniers chapitres s'attachent à cette démonstration en introduisant les notions de « paix » et de « justice » évoquées dans le sous-titre de l'ouvrage. En premier lieu, l'auteur souligne que les relations sociales majeures (hôte/étranger, propriétaire de troupeau/bouvier, voisins et amis, représentants du gouvernement) respectent en principe une hiérarchie des droits et des devoirs, perçue localement comme une relation juste ; elles fournissent donc des modèles d'action dans la résolution des conflits. En second lieu, les relations sont perçues comme nécessaires au maintien de la « paix » (*here*) et sont maintenues par le « pardon » (*sabari*). En outre, les droits qui structurent les relations précitées sont exprimés et interprétés à travers des organisations partisans, externes au contexte local (la RAF, le syndicat des éleveurs, l'organisation des chasseurs), et aspirant à parler au nom d'une collectivité. De fait, ces droits, conçus à présent comme des valeurs, deviennent des revendications reflétant les aspirations à une justice difficilement conciliable avec la paix.

En conclusion, il convient de noter que S. Hagberg démontre la force de l'ethnographie à se mouvoir dans tous les milieux (y compris l'administration), et donc à élargir le champ de vision. La description des multiples dimensions des conflits invite, sans ambages, à la lecture de cet ouvrage difficile mais très respectueux, par le détail, la justesse et l'actualité des propos rapportés, des questions contemporaines posées aux acteurs et aux communautés d'agriculteurs et d'agropasteurs du sud-ouest du Burkina Faso. S. Hagberg l'a bien compris en précisant que son travail d'anthropologie, appliquée et engagée, sur les problèmes de cohabitation entre agropasteurs et agriculteurs, ne relève pas d'un pur académisme mais constitue un noeud à défaire pour les populations de la Comoé.